

**RAPPORT N° 2022/4-02**  
**au bureau de la Communauté**  
**En séance du jeudi 15 septembre 2022**

**OBJET**

**AVENANT N°2 DU MARCHÉ DU LOT N°2 – TRAVAUX POUR LE RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE STOCKAGE D'EAU POTABLE SUR LE SITE DU RESERVOIR EST – RÉHABILITATION DU RÉSERVOIR EXISTANT - COMMUNE DE SAINT-DENIS - AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -**

La Ville de Saint Denis avait approuvé le programme de travaux pour l'opération « Travaux pour le renforcement de la capacité de stockage d'eau potable sur le site du réservoir Est ». Le lot n°2 du marché des travaux l'opération « Réhabilitation du réservoir existant » a été conclu avec l'entreprise FREYSSINET à la suite d'une procédure d'appel d'offre.

Suite au transfert de compétence à l'Intercommunalité au 01 Janvier 2020, le suivi du chantier est aujourd'hui assuré par la Direction Eau Potable de la CINOR.

L'avenant n°1 concerne le transfert du marché à la CINOR.

L'avenant n°2 a pour objet de contractualiser de manière définitive :

- Modification du montant des travaux consécutive à :
  - La prise en compte des travaux supplémentaires exécutés en application des prix nouveaux notifiés par ordres de service pendant le déroulement du chantier, conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG - Travaux, en vue de la rémunération des ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification s'est avérée nécessaire et pour lesquels le marché ne prévoyait pas de prix,
  - La variation des quantités prévues sur certains des prix du Détail Quantitatif Estimatif du marché initial
- Les prix nouveaux notifiés par ordres de service pendant le déroulement du chantier, conformément aux dispositions de l'article 14 du CCAG - Travaux, en vue de la rémunération des ouvrages ou travaux dont la réalisation ou la modification s'est avérée nécessaire et pour lesquels le marché ne prévoyait pas de prix.

L'avenant n°2 est passé en application de l'article R2194-8 du code de la commande publique (modification inférieure au seuil européen de 15% du marché initial)

Le détail des coûts formellement identifiés sont les suivants :

- Montant du marché :	<b>203 693,40 € HT</b>
- Total des révisions :	+ 8 116,18 € HT
- Montant du marché révisé :	<b>211 809,58 € HT</b>
- Prix Nouveaux :	+ 13 111,60 € HT
- Montant des prestations en plus-value	+ 0,00 € HT
- Montant des prestations en moins-value :	- 2 815,00 € HT

Soit un dépassement du marché, en fonction du prix non révisé, de : **5%**.

Soit un dépassement du marché, en fonction du prix révisé de : **4,86 %**.

Le montant de l'avenant N°2 est de 10 296,60 € HT.

Le nouveau montant total du marché est de **222 106,18 € HT** soit **240 985,21 € TTC**.

La Commission d'appel d'offres en date du 14 septembre 2022 a émis un avis favorable.

Aussi, je vous prie de bien vouloir :

- 1) Approuver l'avenant n°2 au marché du LOT n°2 « Réhabilitation du réservoir existant » ;
- 2) Autoriser à signer cet avenant et l'ensemble des pièces connexes.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



**DECISION N°2022/4-02  
du bureau de la Communauté  
en séance du 15 septembre 2022**

**OBJET**

**AVENANT N°2 DU MARCHÉ DU LOT N°2 – TRAVAUX POUR LE RENFORCEMENT DE LA CAPACITÉ DE STOCKAGE D'EAU POTABLE SUR LE SITE DU RESERVOIR EST – RÉHABILITATION DU RÉSERVOIR EXISTANT - COMMUNE DE SAINT-DENIS - AUTORISATION DE SIGNER L'AVENANT**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions et de la CAO du 14 septembre 2022 ;

Sur le RAPPORT n° 2022/4-02 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220915-BC2022-4-02-DE  
Date de télétransmission : 22/09/2022  
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**Article 1**

D'approuver l'avenant n°2 au marché du LOT n°2 « Réhabilitation du réservoir existant ».

**Article 2**

D'autoriser à signer cet avenant et l'ensemble des pièces connexes.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **21 SEPT 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

